

Lettre ouverte aux Président(e)s des Institutions Européennes

Appel pour les Enfants des Écoles Européennes

Objet : La situation critique prolongée des Écoles Européennes de Bruxelles

Mesdames, Messieurs,

Nos écoles européennes à Bruxelles connaissent une crise prolongée alors que leur modèle éducatif constitue un atout, comme en témoigne l'accroissement rapide du nombre d'écoles accréditées. Ces écoles constituent également un des éléments de l'attractivité de la fonction publique européenne. Enfin, elles représentent un facteur favorisant l'intégration européenne à travers l'éducation et le développement d'une identité européenne.

Bruxelles dispose de quatre écoles européennes. Ces écoles ont atteint depuis longtemps et ont même dépassé largement leur capacité en nombre d'élèves. Le site provisoire de Berkendael (EEB1) a absorbé un certain nombre d'enfants dans les cycles maternel et primaire mais ces enfants doivent poursuivre leur scolarité jusqu'au baccalauréat dans un des quatre autres sites des écoles européennes à Bruxelles. La surpopulation du cycle secondaire est donc accrue.

Le nombre d'enfants scolarisés dans ces écoles est d'ores et déjà supérieur de 1030 élèves par rapport aux capacités d'accueil officielles. Cette situation est d'autant plus préoccupante que:

- Seul un enfant sur deux des ayant droit est scolarisé dans nos écoles, du fait d'une politique d'inscription qui laisse peu de choix aux familles et d'une réduction de l'offre pédagogique, par manque de place et de moyens budgétaires adaptés,
- Entre 300 et 450 nouveaux élèves souhaitent être scolarisés chaque année dans les écoles européennes. Les prévisions pour la période 2020 à 2025 annoncent l'arrivée de 2000 nouveaux élèves.

Ces données inquiètent, car les conditions de scolarisation de nos enfants s'aggravent : le projet pédagogique est mis à mal, les espaces internes se sont épuisés, la planification des cours consomment les heures de pause et les élèves - souvent très jeunes - restent de longues heures en attendant leurs prochains cours. Par ailleurs, les conditions de sécurité ne sont pas toujours remplies. Ainsi les différents services dispensables à la vie scolaire – cantines, transport, périscolaire - sont assurés dans des conditions aggravées, voire impossibles. Enfin, rappelons que les solutions à ce problème de sous-capacité, qui doivent être mises en place par l'Etat membre d'accueil, ne sont pas immédiates, comme notre expérience le démontre.

Les autorités belges tergiversent. Pour mémoire, elles avaient promis en 2015, cinq ans après la demande officielle du Conseil supérieur des écoles européennes, la mise à

disposition d'une cinquième école de 2500 élèves, à partir de septembre 2019. Cette promesse n'a pas été tenue. Après des propositions de sites inadéquats, la Belgique propose l'ancien site de l'OTAN (Evere), qui nous convient. Ce site pourrait accueillir une école complète. Vu l'urgence, une prise de décision rapide quant à l'attribution d'un site s'impose, il faudrait par la suite y construire rapidement un embryon d'école avec des préfabriqués pour septembre 2021 au plus tard. Après avoir résisté, la Régie des bâtiments convient du besoin urgent d'avoir des places supplémentaires en secondaire, là où le surpeuplement scolaire est le plus important.

Toutefois, la décision politique définitive se fait attendre et ne sera prise si les choses continuent ainsi en 2020. Ce retard permet de craindre que cette école dans sa deuxième phase de construction ne soit achevée qu'à la fin de 2026 au mieux. Si une décision politique n'est pas prise prochainement, le risque de refus total des nouvelles inscriptions ne pourrait pas exclu pour l'année scolaire 2020-2021. Selon les dernières prévisions, cette nouvelle école serait déjà entièrement remplie au moment de son inauguration sans pour autant résoudre le surpeuplement général. De ce fait, le gouvernement fédéral belge devra planifier une 6^{ème} école à Bruxelles pour accueillir les inscriptions à partir de 2027.

La surpopulation n'est pas le seul problème des écoles européennes à Bruxelles. Certains États membres ne fournissent pas assez de professeurs détachés. Il est aussi à signaler également, une carence fort préoccupante de psychologues. Les budgets pour les écoles européennes sont notoirement insuffisants dans plusieurs domaines pédagogiques et administratifs.

Les institutions que vous présidez doivent se positionner clairement et ouvertement vu leur importance et leurs compétences juridiques et politiques pour l'avenir de nos écoles. Les écoles abritent plus de 13 400 enfants en augmentation constante. Ces mêmes États membres ont, depuis les réformes de 2004 et 2014, effectué de larges économies sur les salaires des employés de l'Union Européenne. Mais nous ne pouvons pas accepter que nos enfants soient des victimes des politiques restrictives. Il faut un agenda politique pour ces écoles pour les années à venir, qui doit garantir surtout leurs infrastructures et leurs financements adéquats à long terme. De plus, l'existence et le bon fonctionnement des écoles européennes représente un élément très important du cadre de l'emploi dans les institutions européennes et de leurs politique d'équilibre de vie professionnelle – vie privée et celle du bien-être au travail.

Les signataires de cet appel vous demandent une réunion dans les meilleurs délais afin de vous expliquer la situation critique actuelle et vous demander de rappeler de manière claire et insistante à l'État d'accueil des institutions de l'UE et des écoles européennes à Bruxelles, la Belgique, ses obligations découlant des Traités et de la Convention sur ces écoles, en s'adressant au niveau approprié pour être entendu :

1. De décider d'ici l'été 2020 par le Conseil des ministres belges, de manière irrévocable, d'un site définitif permettant de remédier aux problèmes de surpeuplement en prenant en compte également la dimension environnementale d'un tel choix.

2. De mettre dès 2020 en chantier le projet d'une installation provisoire et permanente sur le site définitif choisi, qui puisse accueillir des enfants pour la rentrée 2021-22 en première phase et en 2026 pour la deuxième phase.
3. De donner un statut permanent au site de Berkendael, pour y maintenir cette école maternelle et primaire, puisque selon les prévisions, la nouvelle école sera remplie sitôt achevée.

Enfin, les signataires de cet appel vous demandent d'assurer des budgets adéquats pour les écoles européennes dans les perspectives financières pluriannuelles à venir en garantissant la qualité de l'enseignement et de la vie scolaire à long terme pour éviter que nos écoles ne connaissent une crise profonde.

Les APEEEs et l'Association de Parents des crèches et garderies de Bruxelles, les Comités du Personnel de toutes les institutions européennes, les Organisations Syndicales, les Comités du personnel enseignant.

Copie:

- Le Secrétaire Général des Écoles Européennes
- La Présidence du Conseil supérieur,
- Les Membres du Conseil Supérieur
- La première ministre du royaume de Belgique
- Le Commissaire J. Hahn
- La Présidence de la Commission Éducation et culture du PE
- Madame le Directeur General de la DG HR

An open letter to the presidents of the European Institutions

An appeal for the children at the European Schools

Subject: The continuing critical state of the European Schools in Brussels.

Dear Sir/Madam,

The European Schools in Brussels are experiencing an extended crisis even though their educational model is an asset as witnessed by the rapid growth in the number of accredited schools. These schools are also one of the elements that attract people to work in the European civil service. Finally, they foster European integration through education and the development of a European identity.

Brussels has four European schools. These schools have long reached and even greatly exceeded their capacity in terms of the number of pupils. The provisional Berkendael site (EEB1) has absorbed a number of children in the nursery and primary cycles, but these children must continue their education up to the baccalaureate at one of the other four European school sites in Brussels. Overcrowding in the secondary school cycle has therefore increased.

The number of children enrolled in these schools is already 1,030 in excess of the official capacity. This situation is all the more worrying in that:

Only one of every two eligible children are enrolled in our schools, due to a registration policy that gives families limited choice and a reduction in the educational provision, due to lack of space and adequate budget,

Between 300 and 450 new pupils wish to be educated each year in the European schools. Forecasts for the period 2020 to 2025 predict the arrival of 2000 new students.

These data are concerning, because the school conditions of our children are deteriorating: the educational project is undermined, no more space is available, lesson planning consumes break times and the pupils - often very young - wait long hours for their next classes. In addition, security conditions are not always met. Thus the various services that are vital for school life - canteen, transport, extracurricular activities - are provided in increasingly difficult, even impossible conditions.

Finally, let us keep in mind that the solutions to this problem of under capacity, which should be put in place by the host Member State, are not swift, as past experience has shown.

The Belgian authorities are dithering. For the record, they had promised in 2015, five years after an official request from the Board of Governors of the European Schools, a fifth school of 2,500 students by September 2019. That promise was not kept. Following proposals for unsuitable sites, Belgium is finally proposing the former NATO site, which is suitable. This site could accommodate a full school. Given the urgency, a quick decision on the allocation of a site is essential; it would then be necessary to quickly build a basic school structure with prefabricated classrooms by September 2021 at the latest. Having previously resisted, the Belgian Régie des Bâtiments now agrees on the urgent need for additional places at secondary school level, where overcrowding is the most significant.

However, the final political decision is well overdue and will not be taken if things continue in this way in 2020. This delay awakens fears that this school in its second phase of construction will not be completed until the end of 2026 at the very earliest. If a political decision is not taken in the near future, the risk of a total refusal of new enrolments for the 2020-2021 school year cannot be excluded. According to the latest forecasts, this new school will already be fully subscribed by the time of its inauguration without actually resolving the general problem of overcrowding. As a result, the Belgian federal government will have to plan a 6th school in Brussels to accommodate registrations from 2027.

Overcrowding is not the only problem faced by the European schools in Brussels. Some Member States do not provide enough seconded teachers. A worrying lack of psychologists should also be noted. Budgets for European schools are notoriously insufficient in several educational and administrative areas.

The Institutions that you preside over must position themselves clearly and openly, given their importance and their legal and political roles for the future of our schools. The schools account for more than 13,400 children, a number that is constantly increasing. These same Member States have, since the reforms of 2004 and 2014, made large savings on the salaries of the employees of the European Union. However, we cannot accept that our children be victims of restrictive policies. A political agenda is needed for these schools for the coming years, which must, above all, guarantee their infrastructure and adequate long-term funding. In addition, the existence and proper functioning of European schools is a very important element of the framework for employment in the European Institutions and for their work-life balance policy – that of well-being at work.

The signatories of this appeal request a meeting as soon as possible in order to explain the current critical situation to you. We request that Belgium, the host State

of the EU Institutions and European schools in Brussels, be reminded in a clear and concise manner, of its obligations under the Treaties and the Convention on these schools, by addressing ourselves to the appropriate level to be heard:

1. That the Belgian Council of Ministers should decide by summer 2020, in a definitive manner, on a final site to allow the problems of overcrowding to be remedied while also taking into account the environmental impact of this choice.
2. Starting in 2020, to put in place a project for a provisional and permanent building on the final chosen site, which could accommodate children for the start of the 2021-22 academic year in the first phase and in 2026 for the second phase.
3. To give permanent status to the Berkendael site, in order to keep this nursery and primary school going, as, according to forecasts, the new school will be full as soon as it has been completed.

Finally, the signatories of this letter ask you to ensure adequate budgets for the European schools in the future European multiannual budget in order to guarantee the quality of teaching and schooling in the long term and thus prevent our schools from continuing in an ever-deepening crisis.

The APEEEs and the Association of Parents of kindergartens and nurseries in Brussels, the Staff Committees of all European Institutions, Trade Union Organizations, Teaching Staff Committees.

Copy:

Secretary General of the European Schools
President of the Board of Governors,
Members of the Board of Governors
Prime Minister of the Kingdom of Belgium
Commissioner J. Hahn
Education and Culture Presidency of the EP
Director General of DG HR

Annex: statement by the Board of Governors